

dfi analyse
Nouvelle dynamique dans la coopération franco-allemande
- page 1

dfi information
« A nous l'Europe ! Environnement, Mobilité, Participation »
- page 4

Dialogue social et sécurisation de l'emploi en Allemagne
- page 5

Journée franco-allemande pour les professeurs de français à Ludwigsburg - page 6

Quand la cuisine rencontre la littérature - page 6

dfi service

FranceMobil : 12 bourses d'animateurs en Allemagne
- page 7

Frankreich Jahrbuch 2013
- page 8

Ludwigsburger Schlossfestspiele - page 8

L'UFA fête ses quinze ans
- page 8

Nouvelle dynamique dans la coopération franco-allemande



Rencontre du ministre des affaires étrangères allemand Frank-Walter Steinmeier et de son homologue français Laurent Fabius, le 21 janvier 2014 à Paris. Source : Thomas IMO/photothek.net

dfi analyse Chaque changement de gouvernement, que ce soit en France ou en Allemagne, amène presque inéluctablement la question de savoir comment va se poursuivre la coopération franco-allemande. L'intérêt des médias monte alors d'un cran, les observateurs de la vie politique épient scrupuleusement le moindre mouvement des nouveaux acteurs et les nouveaux responsables politiques doivent s'accommoder des questions à l'agenda politique du moment. Le gouvernement fédéral allemand nouvellement constitué n'a pas échappé à cette règle. Passé les premiers mois de la grande coalition à Berlin, et suite au conseil des ministres franco-allemand qui s'est tenu le 19 février, il est permis de se demander ce qu'il faut penser de la nouvelle dynamique incontestable de la coopération franco-allemande. Cette seconde grande coalition avait suscité de grands espoirs, en particulier parmi les membres du gouvernement français. Même si Paris avait accepté le fait que cela n'engendrerait pas de changement d'orientation notable dans la politique européenne et financière, on comptait cependant sur l'influence des ministres SPD, dont certains étaient connus depuis longtemps pour avoir participé à des gouvernements précédents. Et en effet, certains phénomènes

observés méritent d'être analysés. Ainsi, du côté français, comme à l'initiative du nouveau gouvernement fédéral, ont été publiées des déclarations d'intentions politiques et de nouvelles approches politiques concrètes sont perceptibles. On peut notamment citer en guise de textes de référence la déclaration de François Hollande lors de la conférence de presse du 14 janvier 2014 et la déclaration commune du 19 février qui a suivi le conseil des ministres franco-allemand. Cette dernière se fonde sur la déclaration commune du 30 mai 2013, préparée par le précédent gouvernement allemand, avec laquelle elle montre une certaine continuité. On ne peut donc en aucun cas parler d'une rupture ou même d'un nouveau départ. Néanmoins, l'on remarque de la part des deux pays de nouvelles tentatives pour améliorer la coordination et la concertation, en particulier dans deux domaines extrêmement importants sur le plan politique et stratégique. Le premier domaine concerne la politique étrangère et la politique de sécurité. La bonne nouvelle pour l'Europe entière c'est que l'Allemagne a pour ministre des Affaires étrangères un homme d'expérience. Frank-Walter Steinmeier connaît depuis de nombreuses années les acteurs importants aussi bien en Europe que dans

Lire la suite à la page 2

Suite de la page 1

le monde, pour avoir exercé diverses fonctions clés. En tant que chef de cabinet de Gerhard Schröder en Basse-Saxe, puis entant que directeur des services de la chancellerie à Berlin, il a pu acquérir une compréhension fine du rôle et de l'influence des commissions et des réseaux formels et informels, ainsi que des procédés et mécanismes institutionnels de la gouvernance. Cette connaissance des paramètres de l'exercice du pouvoir est aussi d'une grande importance dans les relations franco-allemandes, lesquelles sont strictement réglées et institutionnalisées avec leurs procédures et leurs pratiques qui semblent souvent hyper-formalistes. Tout cela est familier à Steinmeier depuis son mandat en tant que chef de la chancellerie de Gerhard Schröder. Il sait également que le rôle particulier des relations franco-allemandes nécessite, justement dans le domaine de la politique étrangère et de la politique de sécurité, un effort et un soin tout particuliers. Depuis qu'il assume (à nouveau) cette fonction, les paroles et les actes ont profondément changé. A cela s'ajoute le fait que d'autres figures clés du nouveau gouvernement soutiennent unanimement la ligne d'une politique étrangère allemande active, sûre d'elle-même, responsable, et incluant aussi des considérations militaires. Ursula von der Leyen, dont la nomination en tant que ministre de la Défense a surpris de nombreux commentateurs, se positionne sur les questions de « politique étrangère », tout comme le président de la République fédérale Joachim Gauck, dont le discours lors de la conférence sur la sécurité à Munich a eu pour thème la politique étrangère et la politique de sécurité.

François Hollande a donc – soudainement – affaire à un partenaire allemand qui ne cultive plus exclusivement la retenue, à la différence de ce qui s'était passé lors de la crise en Libye, sur la question syrienne, et lors de l'intervention de la France au Mali. De fait, cela offre une chance de renforcer la coopération franco-allemande, mais requiert moins d'individualisme et davantage de concertation de la part de la France sur toutes les questions décisives. Présenter a posteriori la facture aux partenaires européens après avoir décidé unilatéralement d'intervenir militairement au Mali et en République centrafricaine ne constitue certainement pas une solution élégante et cette attitude a, particulièrement auprès de la chancelière Angela Merkel, peu de chance de réussir. Il s'agit certes de mettre en place une concertation bilatérale entre les positions allemandes et françaises, mais celle-ci doit s'inscrire également au-delà de ces deux pays dans le cadre d'une politique étrangère commune et d'une politique de sécurité commune. Il est bien connu que la politique de sécurité et de défense commune tout comme la politique étrangère rencontrent sur le plan européen d'im-



Le Président de la République française, François Hollande, se rendant à la conférence de presse du 14 janvier 2014.

Source : Élysée.fr

portantes difficultés à agir efficacement et à jouir d'une visibilité politique. Bien qu'existent depuis le traité de Lisbonne les instruments et les mécanismes nécessaires à une politique étrangère européenne active, permettant aussi d'intervenir lors de crises civiles et militaires, ces derniers demeurent inefficaces, si la volonté politique délibérée de certains États membres ne fixe pas un intérêt commun et une stratégie. C'est pourquoi il est positif pour l'ensemble des Européens, pour la Grande-Bretagne aussi, que les Français et les Allemands tentent une nouvelle fois d'élaborer un compromis franco-allemand, et plus largement européen, à partir de leurs différentes positions de départ, et s'efforcent ensuite de le défendre. C'est justement parce que les traditions et les positions à Paris et à Berlin sont éloignées les unes des autres que cela représente une chance pour l'Union européenne (UE) si l'on parvient à cesser de perpétuer les convictions respectives maintes fois répétées – et du reste absolument légitimes –, à savoir : en raison de son histoire, l'Allemagne ne peut occuper pleinement le rôle international qui correspondrait à sa stature et à son poids économique ; la France a, également en raison de son histoire, une responsabilité particulière (pas seulement en Afrique) qui se manifeste par son rôle en tant que puissance nucléaire et membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU. Il existe un instrument de la coopération franco-allemande dans le domaine militaire sur lequel il est possible de s'appuyer : la brigade franco-allemande. Encore tout récemment menacée d'être supprimée, accusée d'être un dispositif symbolique ayant apparemment échoué, cette dernière obtient désormais un rôle important avec cette nouvelle configuration. Elle pourrait enfin devenir active et opérationnelle et venir ainsi renforcer la capacité collective d'intervention militaire européenne.

L'absence ou l'insuffisance de concertation dans les décisions prises par le passé à propos des interventions au Mali et en Libye (et dans une certaine mesure aussi en République centrafricaine) doivent servir de leçon et permettre d'éviter de futurs sujets de friction. Les changements considérables effectués par le nouveau tandem

franco-allemand en termes de politique étrangère se manifestent par les initiatives concrètes de Frank-Walter Steinmeier et de Laurent Fabius. Au plus fort de la crise politique à Kiev, ils ont d'abord réussi, en coopération avec leur collègue polonais, à rompre la spirale de la violence.

Ce fut l'occasion d'observer, pour la première fois depuis longtemps, les possibilités d'une politique étrangère européenne commune, et particulièrement d'une action commune du « triangle de Weimar ». Toutefois, ce succès à court terme ne deviendra durable que si le trio et l'UE toute entière arrive au cours des prochaines étapes de la crise à développer très rapidement une politique commune à l'égard de la Russie, et à la défendre ensemble. Cette politique n'arrivera pas « d'elle-même » du sein des commissions à Bruxelles, mais ne pourra résulter que d'un leadership politique résolu et commun. Si elle veut produire des effets, cette politique ne doit pas se cantonner à des déclarations d'intentions mais englober l'ensemble de l'arsenal des instruments diplomatiques.

Les déclarations d'intention des ministres des Affaires étrangères Fabius et Steinmeier d'effectuer à l'avenir des voyages communs dans les pays tiers trouve dans le voyage prévu pour début mars en Moldavie (entre temps reporté en raison de l'aggravation du conflit en Ukraine) une mise en œuvre concrète. Au vu de cette évolution, il convient également de prendre au sérieux l'annonce selon laquelle ces deux ministres prendront part aux réunions du conseil des ministres dans l'autre pays si besoin est. Au-delà de l'actualité, cette étude de cas politique permet d'étudier la façon dont fonctionnent les différents éléments de la coopération franco-allemande qui s'est développée au cours des décennies. Il existe des formes de coopération institutionnalisée plus ou moins formelles. L'idée des concertations régulières n'est pas seulement à mettre au crédit de François Hollande et d'Angela Merkel et n'a pas été lancée le 19 février, mais se trouve déjà noir sur blanc dans le traité de l'Élysée. Il est apparu à maintes reprises par le passé que ces instruments ont

Lire la suite à la page 3

Suite de la page Seite 2

été insuffisamment employés. C'est ici qu'entrent en jeu, comme second élément, les circonstances extérieures : lorsque la pression extérieure, c'est-à-dire les événements politiques, nécessite un rapprochement franco-allemand plus poussé, l'on se souvient, malgré toutes les divergences d'opinion personnelles, des règles de coopération qui ont fait leurs preuves. Les deux côtés sont en effet forcés de reconnaître que les dépendances réciproques – voulues ou non – sont supérieures à la possibilité d'agir seul et sans rendre de compte. A cela s'ajoute un troisième élément – le fait que les acteurs ont un effet direct sur l'organisation des structures. Enfin quatrième, entreprendre des efforts sérieux et crédibles pour établir une concertation étroite sur les questions importantes concernant l'Europe constitue pour le gouvernement français comme pour le gouvernement allemand un avantage (politique). En effet, l'opinion publique en France comme en Allemagne attribue – de nombreux sondages l'ont montré ces dernières années – une grande importance à une bonne entente franco-allemande ; ce soutien en faveur d'une coopération franco-allemande étroite est notamment apporté et exigé par un réseau dense et influent de structures et d'acteurs de la société civile.

Le second domaine stratégique dans lequel on peut observer une nouvelle dynamique est celui, très complexe et délicat, de la politique énergétique. François Hollande avait déjà souligné dans sa déclaration à la presse du 14 janvier combien il était important de poursuivre le développement de la politique énergétique en France et dans les autres pays européens. Il ne s'agit nullement là de remettre en question le rôle majeur de l'énergie nucléaire en France, mais de se fixer l'objectif d'augmenter la part des énergies renouvelables (selon les objectifs votés par les membres de l'UE) et de réduire les émissions de CO₂ (également selon les objectifs de l'UE). C'est là que se rencontrent les stratégies énergétiques de l'Allemagne et de la France, autrement totalement divergentes. Si la coopération annoncée dans la déclaration du 19 février dans le domaine de l'énergie a un grand potentiel, elle est en revanche difficile à élaborer. De quoi s'agit-il ? La politique énergétique relève officiellement de la compétence des États souverains. La régulation et l'organisation du marché intérieur européen, dont fait également partie le secteur de l'énergie, et qui comprend aussi les questions d'infrastructure et de la régulation du réseau, relèvent cependant de la compétence commune de l'UE. La Commission européenne a le droit exclusif d'émettre des propositions de loi, tandis que le Parlement européen et le Conseil des ministres votent à la majorité. Ce n'est donc pas un hasard si le document final du



*Il est nécessaire d'avoir une consommation d'énergie plus économique et plus efficace.
Source : flickr*

conseil des ministres franco-allemand, de manière apparemment contradictoire, fait d'un côté explicitement référence à la souveraineté nationale concernant la question stratégique des différentes formes d'énergie, et de l'autre évoque le soutien de la France et de l'Allemagne à l'égard d'une stratégie de l'UE dans le domaine énergétique. La transition énergétique allemande, totalement surprenante pour les voisins et partenaires européens, est l'expression de cette souveraineté nationale. Cette transition fournit aussi la preuve que la réalité a depuis longtemps dépassé cette prétendue indépendance nationale. La décision allemande de subventionner largement les énergies renouvelables pèse sur les réseaux de distribution électrique des États voisins environnants : personne ne les avait consultés auparavant. Les prix dans les bourses d'énergie se sont effondrés – avec de graves répercussions sur tous les fournisseurs européens d'énergie, ainsi que sur le commerce des certificats d'émission, justement l'un des instruments les plus innovants de la politique énergétique européenne. Tous les acteurs impliqués devraient par conséquent reconnaître que nous vivons depuis longtemps dans une relation de dépendance réciproque. Cela vaut pour la dépendance à l'égard des importations, pour les fonctions transfrontalières des réseaux de distribution électrique, pour les conséquences de la politique de subvention et ce faisant également pour la politique industrielle. L'on voit bien le mélange de tous ces éléments dans le différend qui oppose l'Allemagne et la Commission européenne sur les règles exceptionnelles allemandes concernant les industries énergivores. C'est pourquoi, lorsque les gouvernements français et allemands annoncent aujourd'hui leur étroite collaboration, cette nouvelle est vraiment la bienvenue, même si cela a tout l'air d'un travail d'Hercule. N'oublions pas, dans le même ordre d'idées, que les débuts de la construction européenne en 1950 étaient indissociablement liés au thème de l'énergie. Une percée aboutissant à une politique énergétique européenne ne constituerait alors rien moins qu'une étape historique dans l'intégration européenne. Les prochaines semaines et les prochains mois montreront quelle est la teneur réelle de ces annonces

pleines d'harmonie. Le souhait de fonder une grande entreprise compétitive à l'échelle mondiale dans le domaine des énergies renouvelables devrait plutôt correspondre à la logique française de pratiquer une politique industrielle active par des incitations publiques. L'intensification de la coopération dans le domaine de la recherche et la mise en place d'un groupe de travail franco-allemand destiné à identifier les possibilités concrètes de coopération correspondent en revanche plutôt à la tradition allemande de laisser travailler la recherche et l'économie chacune dans leur propre logique, tout en veillant à ce que l'État assure des conditions cadres positives. Même si les intérêts ne sont pas absolument identiques, il existe dans le domaine de la politique énergétique suffisamment de points de convergence pour transformer l'intention déclarée en actes concrets. Dans ce cas également, il faut admettre que la coopération ne suppose aucunement des décisions politiques identiques. Si la pression extérieure et les intérêts communs sont assez grands, si les acteurs savent identifier et mettre à profit le moment favorable, une coopération stimulante pour l'Europe entière est alors possible.

Hormis ces deux domaines tournés vers l'avenir, qu'il faut voir comme des innovations importantes, c'est surtout la continuité dans l'agenda de la coopération franco-allemande qui s'impose depuis la formation du nouveau gouvernement à Berlin. La création de l'union bancaire, la poursuite de la stabilisation de la zone euro et les discussions sur les prochaines étapes éventuellement nécessaires demeurent les thèmes dominants dans le domaine de la politique économique et financière. D'ici les élections présidentielles de 2017 en France, les deux gouvernements ont à présent l'opportunité de lancer des réformes durables et indispensables à l'UE, et de les réaliser avec leurs partenaires européens.

Textes de référence :

- [Déclaration du 30.05.2013](#)
- [Conférence de presse de François Hollande du 14.01.2014](#)
- [Déclaration du 19.02.2014](#)

Frank Baasner ● baasner@dfi.de

« A nous l'Europe ! Environnement, Mobilité, Participation »



Fin janvier, 90 jeunes venus de 13 pays européens se sont retrouvés à Ludwigsburg. Qu'ils soient lycéens, étudiants ou membres d'une organisation, de Grande-Bretagne, d'Espagne ou de la Slovaquie, tous les participants ont en commun leur volonté de s'immiscer dans le débat sur l'Europe.

Le projet « A nous l'Europe » a vu le jour en 2012 à l'occasion du cinquantième anniversaire du discours de Charles de Gaulle à Ludwigsburg. Au cours de la première phase du projet, des jeunes européens ont rédigé ensemble l'Initiative de Ludwigsburg, qui contient des recommandations d'action dans les domaines en crise en Europe.

Avec la deuxième phase du projet, la ville de Ludwigsburg et le dfi souhaitent aider des jeunes à préciser leurs idées et à placer des concepts concrets dans le débat public. Le séminaire d'ouverture à Ludwigsburg a marqué le coup d'envoi du projet. Les participants ont fait connaissance et échangé des premières idées, ce qui n'a fait que relever encore la motivation de ces jeunes pour élaborer ensemble des concepts pour le futur de l'Europe.

Le projet repose sur une forme particulière de participation : la participation en ligne. Les participants échangent dans des ateliers virtuels et conçoivent des idées concrètes pour les domaines suivants : « Environnement et gestion durable », « Mobilité et éducation » ainsi que « Participation et communication en Europe ». Ces idées seront portées au public dans le cadre des élections européennes de 2014. Les participants sont accompagnés par des animateurs et des experts. Les parrains du projet ont également hâte de connaître les résultats. Sylvie Goulard, députée européenne et marraine de l'atelier

« Participation » explique que « la démocratie en Europe est un bien précieux qui mérite d'être défendu ! » et se réjouit que des jeunes venus de tant de pays européens différents soient réunis dans le projet « A nous l'Europe ! ».

A présent, les participants discutent en ligne des propositions sur le changement climatique, analysent les possibilités de participation actuelles et se penchent sur le lien entre mobilité et entrée sur le marché du travail. En juin 2014, des délégués des trois ateliers présenteront leurs résultats et en discuteront avec des représentants du monde politique et des médias.

Bénédicte King

✉ info@europa-nur-mit-uns.eu

Soutien et sponsors

Le projet ne pourrait être réalisé sans l'appui financier de nombreuses institutions locales et européennes :

Paul Lechler Stiftung, Programme de l'UE Jeunes en Action, Wüstenrot Stiftung, Stiftung Jugendförderung, Arbeit und Soziales der Kreissparkasse Ludwigsburg, Mann&Hummel Stiftung, Jugendstiftung Baden-Württemberg, Fondation Hippocrène, Förderverein des Deutsch-Französischen Instituts.



L'atelier participation avec Henriette Heimbach, animatrice. Source : dfi

Dialogue social et sécurisation de l'emploi en Allemagne



Le groupe chez dfi ...



... et chez Bosch à Schwieberdingen.

Source : dfi

Dans le cadre d'un voyage d'étude de l'Institut national du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (INTEFP), un groupe d'experts et de responsables français s'est rendu au dfi le 24 février 2014, afin de s'informer sur les caractéristiques du dialogue social en Allemagne en général et dans le Bade-Wurtemberg en particulier.

L'INTEFP, qui est rattaché au ministère de l'Emploi français, organise chaque année depuis 1986 une session nationale d'étude et de réflexion destinée aux experts et acteurs français des relations professionnelles (syndicalistes, entrepreneurs, représentants du secteur public et journalistes) sur le thème « Travail / Dialogue social », comprenant différents modules en France et à l'étranger tels que des séminaires, congrès, et visites d'entreprises. Le premier voyage à l'étranger du programme de cette année, consacré à la sécurisation de l'emploi et des transitions professionnelles, a tout d'abord conduit le groupe d'une quarantaine de participants à Ludwigsburg, où il a été accueilli le 24 février au dfi par Dominik Grillmayer et Henrik Uterwedde.

Les discussions ont porté sur la structure économique et l'organisation du dialogue social dans le Bade-Wurtemberg. Partant du constat que la part de l'industrie dans cette région est plus élevée que la moyenne, les intervenants ont évoqué les facteurs du succès économique (système de formation performant, capacité d'innovation, forte interconnexion des acteurs, cogestion, etc.) mais aussi les risques existants (manque de main d'œuvre qualifiée, avenir incertain de branches importantes comme l'industrie automobile, transition énergétique...). A propos du thème central que fut la protection de l'emploi, il a été notamment question de savoir comment l'industrie dans la région a réussi à surmonter l'effondrement massif de la conjoncture en 2009 sans licencier massivement les salariés. Le chômage partiel, le compte épargne temps ainsi que les accords d'entreprise qui ont été négociés par les partenaires sociaux en dérogeant aux conventions collectives afin de sauvegarder des emplois furent donc au cœur de la discussion.

L'attention fut également portée sur le secteur tertiaire, où le niveau des salaires est nettement plus

bas que dans l'industrie et où la couverture conventionnelle ne cesse de régresser (entre autres suite à la privatisation grandissante des services publics). L'après-midi, Dagmar Schorsch-Brandt, directrice adjointe du syndicat Verdi dans le Bade-Wurtemberg, a fait le point sur les enjeux auxquels sont confrontés les syndicats de la région. Elle a entre autres signalé la diminution de la couverture conventionnelle dans le secteur des services, dans lequel travaille d'ailleurs un grand nombre de femmes, qui est passé entre 1992 et 2012 de 76 % à 60 %. En réaction à cette évolution, Verdi a défendu ces dernières années l'instauration d'un salaire minimum à l'échelle nationale. Certes, les syndicats allemands comme les employeurs ont traditionnellement fait prévaloir leur autonomie en matière de fixation du niveau de rémunération et ont refusé que l'État intervienne dans la politique salariale. Cependant, du fait que les conventions collectives négociées dans la branche des services valent pour un nombre toujours plus restreint de salariés, un salaire minimum légal apparaît, du point de vue des représentants des salariés, comme pour ainsi dire de l'ordre de la légitime défense.

Enfin, Martin Scheel, président du conseil d'administration de l'Agence pour l'emploi de Ludwigsburg, a éclairé la situation actuelle sur le marché de l'emploi régional, ainsi que les instruments à disposition afin que les actifs trouvent et conservent durablement un emploi. Concernant la prise en charge et le suivi de certains groupes cibles justement, l'Agence pour l'emploi consacre des sommes parfois considérables à l'amélioration de la qualification. Un autre facteur important est le taux d'encadrement : ce dernier a en partie diminué, par exemple pour les jeunes chômeurs, afin de leur assurer un suivi plus poussé. Ce fut également l'occasion intéressante pour le public français de s'informer sur la coopération étroite entre l'Agence pour l'emploi (qui s'entend ici à l'évidence comme prestataire de services) et les entreprises régionales, ainsi que sur l'organisation décentralisée (avec une administration centrale à Nuremberg, mais des compétences relativement nombreuses dévolues aux Agences pour l'emploi régionales).

Le lendemain, dans le cadre d'une visite d'entreprise chez Bosch à Schwieberdingen, le groupe a

alors eu l'occasion d'échanger sur place avec des responsables du personnel et des représentants du conseil d'entreprise (*Betriebsrat*) sur des solutions à l'échelle de l'entreprise pour la protection de l'emploi. Lors de cette rencontre, les auditeurs français ont avant tout été marqués par la culture du dialogue bien visible, laquelle comprend de nombreux aspects : l'information la plus rapide possible des représentants du personnel sur les décisions stratégiques de management et leurs conséquences pour chacun des sites de l'entreprise, l'aménagement des horaires de travail, diverses mesures de formation continue pour les salariés, etc. Même si les négociations ne sont naturellement pas toujours exemptes de conflit et si des intérêts divergents s'affrontent parfois, il apparut cependant clairement qu'il s'agit par essence d'un échange où l'on donne et reçoit en contrepartie.

Le séjour dans la région s'est finalement achevé par une table ronde à la Chambre de commerce et d'industrie de Ludwigsburg, à laquelle Peer-Michael Dick (directeur général de Südwestmetall), Uwe Meinhardt (directeur d'IG Metall Stuttgart), Thomas Metz (référént au conseil central d'entreprise de Daimler) et Jürgen Dispan (IMU-Institut Stuttgart) ont pris part et répondu aux questions des auditeurs français. Ces derniers ont été impressionnés par le riche réseau de relations qui unit les différents acteurs publics et sociaux, ainsi que par la capacité des partenaires sociaux, en dépit des désaccords existants (notamment flexibilité externe contre flexibilité interne), à gérer par la coopération les problèmes liés à l'emploi et à la compétitivité. La capacité de dialogue et de compromis est en effet favorisée par deux principes – comme l'a précisé l'un des participants à la discussion : d'un côté, par le principe « une entreprise, un syndicat » (même si dans certaines entreprises les syndicats de métier ont désormais gagné en importance), et de l'autre, par la séparation volontaire des sujets de conflit, afin que les négociations ne soient pas inutilement alourdies par quantité de thèmes.

Suite au débat, le groupe s'est rendu à Essen pour se faire une idée de la situation en Rhénanie-du-Nord-Westphalie.

Dominik Grillmayer ► grillmayer@dfi.de

Journée franco-allemande pour les professeurs de français à Ludwigsburg

Le dfi et l'Institut français de Stuttgart ont co-organisé pour la cinquième année consécutive une journée franco-allemande. Cette année, la Pädagogische Hochschule de Ludwigsburg s'est également jointe à l'évènement qui s'est d'ailleurs déroulé dans ses locaux.

Environ 110 professeurs de français ont suivi la conférence de Henrik Uterwedde sur le thème « Vivre en France, vivre en Allemagne, différentes approches du monde » avant de participer à l'atelier d'écriture des slameurs Luciole, Nico K et Ken Yanamoto.

Un des objectifs de la journée franco-allemande était d'entretenir les relations amicales entre les deux pays mais aussi de renforcer leur confiance mutuelle et sur cette base d'initier de nouveaux projets, comme l'a annoncé dans son discours Emmanuel Suard, Conseiller culturel de l'Ambassade de France à Berlin et directeur de l'Institut français d'Allemagne. Cette manifestation a pu voir le jour grâce à l'engagement de nombreux organisateurs qui chaque année renouvellent leur soutien. Michel Charbonnier, Consul général de France dans le Bade-Wurtemberg, Jürgen Mertens de la Pädagogische Hochschule de Ludwigsburg, et Henrik Uterwedde, Directeur adjoint de l'Institut franco-allemand de Ludwigsburg, se sont joints à M. Suard pour souhaiter la bienvenue aux participants au nom des institutions qu'ils représentent.

Cette année pour la première fois dans cette série de manifestations, des ateliers ont été proposés au public, donnant ainsi l'occasion aux participants réunis en petits groupes de participer de manière créative. Luciole – championne française de slam en 2005 et 2006 qui se produit depuis lors comme chanteuse avant tout –, son partenaire Nico K – acteur et animateur d'ateliers d'écriture –, ainsi que le germano-japonais Ken Yamamoto – né à Paris et de langue maternelle française –, ont chacun initié les membres de leur petit groupe à l'art de l'improvisation poétique, avant de proposer aux professeurs d'écrire eux-mêmes un poème à partir de dix mots choisis. Selon Luciole, le slam s'attache moins à formuler des textes aux constructions grammaticalement correctes qu'à jouer avec la langue, à trouver des rimes et à privilégier l'expression spontanée. Ainsi, chaque élève peut trouver là une motivation pour s'engager, s'investir et s'exprimer personnellement. Cette approche pourrait aussi permettre aux élèves habituellement réservés de surmonter leur timidité en composant à plusieurs. Parallèlement aux ateliers, Henrik Uterwedde a évoqué les nouveaux thèmes au pro-



Henrik Uterwedde expliquant ce qui différencie les systèmes politiques des deux pays.



Luciole accompagnant les participants durant l'atelier d'écriture.

Source : dfi

gramme en français pour l'*Abitur*, pour lesquels il est prévu d'aborder et de comparer les perspectives et les approches allemandes et françaises. Comme thème de comparaison, il a choisi les systèmes politico-administratifs des deux pays, dont les divergences sont souvent à l'origine d'une mauvaise interprétation des événements politiques. Il a ainsi expliqué que pour un Français, habitué à une organisation pyramidale avec par exemple un président ou un maire occupant la position suprême, il est difficile de comprendre qu'en Allemagne, pour parvenir à une solution, de nombreux acteurs comme les partenaires de coalition ou les *Länder* doivent être intégrés dans le processus de décision politique. Au contraire, pour un Allemand habitué au consensus, le mode de pensée à la française, tiraillé entre deux tendances antagonistes (droite vs gauche), et les conflits qui en résultent, ne sont pas toujours compréhensibles. Pour illustrer d'une anecdote la différence de comportement entre politiciens

allemands et français, Henrik Uterwedde a cité l'exemple d'un ministre français ayant publiquement pris position à propos d'un scandale dans le milieu du football français qui n'avait aucun lien avec ses propres attributions. En Allemagne, selon lui, jamais un membre du gouvernement ne s'exprimerait officiellement sur une telle « affaire quotidienne ».

Durant les pauses, les professeurs ont également pu s'informer auprès des stands du dfi, de l'Institut Français et des éditions Klett, Cornelsen et Reclam. C'est grâce au soutien de ces trois maisons d'édition qu'il a été possible d'inviter les trois artistes à la Pädagogische Hochschule pour animer les ateliers d'écriture. L'après-midi s'est achevée par un concert réunissant Luciole et Nico K, accompagnés par leur guitariste Benoit Guivarch, au Café Lit.

Martin Villinger ► villinger@dfi.de

Quand la cuisine rencontre la littérature

En novembre 2013, quatre étudiantes de la Hochschule der Medien à Stuttgart se sont adressées à la Frankreich-Bibliothek pour organiser en collaboration avec le dfi une lecture alliant plaisirs littéraires et culinaires.

Le projet « Cuisine et Littérature » se déroulait dans le cadre du séminaire « Conception et réalisation d'une manifestation », dans le cursus « Gestion des bibliothèques et de l'information ». Quoique la littérature ne soit pas du ressort de la Frankreich-Bibliothek et que les manifestations littéraires soient rarement au programme de l'Institut, la bibliothèque a saisie l'occasion et s'est attelée à la tâche. Les locaux du dfi n'étant pas disponibles le 29 janvier 2014, la lecture a eu lieu dans la petite salle du *Kulturzentrum* à Ludwigsburg, mise gracieusement à



Nico K récitant tandis que les étudiantes font le service. Source : dfi

disposition par la bibliothèque municipale de Ludwigsburg qui co-organisait l'évènement. L'écho rencontré auprès du public a surpris tout le monde par son ampleur : bien que le nombre de places ait été porté de 40 à 70, presque autant de réservations ont malgré tout dû être re-

Lire la suite à la page 7

Quand la cuisine rencontre la littérature

Suite de la page 6

fusées. Le déroulement de la soirée a été organisé par les étudiantes, parmi lesquelles trois Françaises, en collaboration avec Niko K, un slameur et comédien français.

Ce dernier a récité des extraits de romans français – par exemple des passages du *Ventre de Paris* d'Emile Zola – ainsi que des poèmes – comme la fable *Le Corbeau et le Renard* de La Fontaine. En guise d'accompagnement ont été servies des spécialités qui s'accordaient bien aux textes : quiche aux tomates ou encore camembert. Ce sont les étudiantes qui se sont elles-mêmes chargées de concocter les différents plats ; quant à l'indispensable baguette, elle a été apportée toute fraîche, de Saint Max en Lorraine.

Le but de cette lecture était d'inviter les participants à goûter la littérature avec d'autres sens et d'offrir ainsi aux Allemands qui s'intéressent à la France un accès inédit à la littérature française.

Ce n'était pas chose aisée de servir 70 participants, mais grâce à l'engagement de tous ceux qui ont participé à l'organisation et à la patience



Le public savoure ... par tous les sens. Source : dfi

et à la compréhension du public, la soirée a pu se dérouler à la grande satisfaction de tous. Nous ne pouvons dire si une telle manifestation aura de nouveau lieu à l'avenir, mais sans l'engagement dévoué de Christine Dreiling, d'Her-

mance Guilbert, de Roxanne Hablot et de Betty Lamontagne, cette lecture « Cuisine et Littérature » n'aurait certainement pas été possible.

Martin Villinger ► villinger@dfi.de

dfi service

FranceMobil : 12 bourses d'animateurs en Allemagne

Pour promouvoir le français dans les établissements scolaires allemands, la Robert Bosch Stiftung et l'Institut français d'Allemagne, soutenus par la Renault Deutschland AG et l'Office Franco-Allemand pour la Jeunesse se « FranceMobilisent » et proposent 12 bourses d'animateurs FranceMobil en Allemagne du 1^{er} septembre 2014 au 31 juillet 2015.

12 lecteurs francophones, rattachés aux Instituts français et Centres franco-allemands de Berlin, Brême, Düsseldorf, Erlangen, Fribourg, Hambourg, Leipzig, Mayence, Munich et Stuttgart sillonneront les routes des différents Länder pour promouvoir l'apprentissage de la langue et de la culture françaises. Les véhicules Renault Kangoo sont mis à disposition par Renault Deutschland AG.

Tour à tour animateurs ou ambassadeurs de la France, dans les écoles primaires, secondaires d'enseignement général ou professionnel, les lecteurs présentent, par leur personnalité et leurs prestations, une image dynamique et actuelle de la langue et de la culture du pays voi-

sin. Ils seront préparés à leurs activités lors d'une formation obligatoire du 21 au 25 juillet 2014 puis tout au long de l'année lors de différents séminaires.

Le montant de la bourse s'élève à 1 250 € mensuel. La Robert Bosch Stiftung prend en charge la police d'assurance des intervenants (dans certaines conditions examinées au cas par cas) ainsi que les frais de déplacement liés aux interventions dans les écoles.

Conditions de participation :

- jeune diplômé(e) de l'enseignement supérieur (bac+3 minimum) de langue maternelle française,

- bonne connaissance de la langue allemande et du système scolaire allemand,
- expériences pédagogiques souhaitées,
- expérience du Français Langue Étrangère souhaitée,
- esprit d'initiative, flexibilité et mobilité,
- permis de conduire.

Veillez adresser votre candidature en français au format PDF (curriculum vitae, lettre de motivation et photocopie de votre permis de conduire) jusqu'au 31 mars 2014 à Emmanuelle Bru :

► emmanuelle.bru@diplomatie.gouv.fr

Pour de plus amples informations, vous pouvez appeler au +49 (0)30 590 03 92 04, écrire un mail à ► emmanuelle.bru@diplomatie.gouv.fr ou consulter les sites Internet :

► www.institutfrancais.de/francemobil/

► www.bosch-stiftung.de

Les Ludwigsburger Schlossfestspiele

Il n'y a guère d'artiste si souvent associé à la Bretagne et à sa culture celtique que l'auteur-compositeur-interprète de musique folk rock Alan Stivell.

Depuis qu'il a créé, dans les années 1970, un son nouveau mêlant les influences de la musique bretonne, du folk rock anglo-américain et de la mystique celtique, ce barde *New Age* est un acteur incontournable de la scène musicale contemporaine. Avec sa voix charismatique et ses mélodies entraînantes, Alan Stivell a conquis de nombreux fans aux quatre coins de l'Europe (le groupe bavarois culte des *Biermösl Blossn* a même, il y a quelques années de cela, composé une ode à la gloire du musicien et de sa harpe celtique). Alan Stivell ne s'est jamais cantonné dans le style musical qu'il a lui-même créé : « Mes goûts personnels tendent à la fois vers les musiques extrêmement ethniques et archaïques et les formes d'expression les plus



Alan Stivell avec sa harpe. Source : Stadt Ludwigsburg



contemporaines qui soit, ou la combinaison des deux. » Stivell chante en breton, en français et en anglais pour nous entraîner dans un voyage passionnant sur les traces des cultures celtiques d'Europe.

Alan Stivell & Band, Dimanche 25 mai 2014, 19h00, à partir de 17 €

► http://www.schlossfestspiele.de/de/veranstaltungen/alan_stivell_band.htm/date_id:497

L'UFA fête ses quinze ans

2014 est l'année du quinzième anniversaire de l'Université franco-allemande (UFA).

C'est en 1999 que cette agence de moyens, spécialisée dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche, a démarré ses activités. Depuis, l'UFA apporte une contribution majeure au renforcement de la coopération franco-allemande, et connaît aujourd'hui une croissance continue, tant sur le plan quantitatif que qualitatif (6 000 étudiants – nombre en hausse de 20 % par rapport à 2010 – actuellement inscrits dans 154 cursus).

2014 sera marquée par les événements suivants : célébration du quinzième anniversaire de l'UFA organisée à l'occasion de l'assemblée des établissements membres et de la réunion de travail des responsables de programmes et des experts (Lyon), publication d'une nouvelle enquête auprès des diplômés de l'UFA, manifestation « L'Université franco-allemande à la rencontre des entreprises » (Paris) et entraînements interculturels à la candidature ac-



compagnés de leur traditionnel *business dinner* (Dresde, Lille, Sarrebruck).

A l'occasion de cette année anniversaire sera également publié le dernier ouvrage d'Albert Hamm, ancien président et vice-président de l'UFA (2003-2007). Intitulé *L'Université franco-allemande 1999 - 2014. Le creuset d'une double culture partagée*, ce livre retrace l'histoire de l'UFA, tout en expliquant ses activités et en présentant les perspectives d'avenir de l'institution. Monsieur Hamm conclut son ouvrage en ces termes : « Comment ne pas souhaiter [...] qu'une impulsion nouvelle soit donnée à l'Université franco-allemande ? Pour la conduire à se dépasser encore, à porter encore plus haut l'image de la marque UFA [...], pour le plus grand bénéfice des étudiants, des établissements d'enseignement supérieur et des économies des deux pays ».

► www.dfh-ufa.org
Contact : ► info@dfh-ufa.org

Frankreich Jahrbuch 2013

La France en crise – à la recherche de l'identité perdue de la République

Après l'élection de François Hollande à la présidence de la République, l'espoir de « changement » que ses électeurs attendaient avec son entrée en fonction semble s'être rapidement dis-



sipé pour laisser place à une atmosphère de crise et de résignation profondes au sein de larges pans de la société. Cette crise a pour symptômes une croissance faible, du chômage, des déficits publics élevés et

une crise sociale ; les diagnostics sont, au vu de la situation, pessimistes. Ils sont l'expression d'une société désorientée, car au-delà d'une crise économique passagère, nos auteurs diagnostiquent bel et bien une crise d'identité de la République. Où va la France ? Entre déclin et révolte, les contributions soulignent l'exigence d'incarner un modèle politique propre et autonome, dans lequel la souveraineté démocratique puisse s'exprimer. Le *Frankreich Jahrbuch 2013* paraîtra en avril 2014.

Agenda

8 avril

1^{er} séminaire « Perspectives de l'Union économique et monétaire. Questions pour des recherches futures », Ministère Fédéral des Finances, Berlin.

Du 4 au 8 mai

Voyage d'étude pour jeunes journalistes français, allemands et maghrébins avant les élections européennes 2014, Castelfranco del Veneto, Italie.

Du 9 au 11 mai

Voyage avec participants du projet pour jeunes « A nous l'Europe ! » à la rencontre des jeunes européens (EYE2014), Strasbourg.

Deutsch-Französisches Institut
Asperger Straße 34, D-71634 Ludwigsburg
Tel +49 (0)7141 93 03 0
Fax +49 (0)7141 93 03 50

► www.dfi.de

► info@dfi.de

Rédaction : Waltraut Kruse

Traduction : Céline Choppin, Clémentine

Chaigneau, Marion Schönerstedt-Roussel

Directeur de la publication :

Prof. Dr. Frank Baasner